d) La normalisation de la terminologie, des contrats, des processus et des procédures relatifs aux partenariats public-privé;

e) La fourniture d'une assistance technique;

4. *Demande* aux organes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, aux institutions financières internationales et autres organisations, aux donateurs bilatéraux et aux bureaux compétents du Secrétariat de l'ONU, de fournir une assistance technique accrue, d'appuyer les processus nationaux et régionaux de renforcement des capacités et de faciliter l'échange de données d'expérience concernant les partenariats public-privé pour le développement des infrastructures;

5. *Prie* la Secrétaire exécutive, agissant en étroite collaboration avec les pays donateurs et les partenaires dans le cadre du processus de développement :

a) D'aider les membres et membres associés à relever les défis inhérents au développement des infrastructures par i) la coopération régionale et interrégionale à la mise en place de partenariats public-privé et ii) l'organisation de réunions de haut niveau et l'établissement de réseaux régionaux pour promouvoir l'échange de données d'expérience et d'informations;

b) D'aider les membres et membres associés, sur une base mutuellement convenue, dans le cadre de leurs programmes de renforcement des capacités, y compris en ce qui concerne l'élaboration de cadres directifs pour les partenariats public-privé, la réforme de la législation et la réglementation dans ce domaine et les arrangements administratifs pour les partenariats public-privé;

c) De fournir un appui technique, sur demande, pour faciliter l'évaluation du degré de disposition des États membres et membres associés à mettre en place des partenariats public-privé;

d) D'entreprendre un examen périodique des progrès accomplis dans le développement des infrastructures grâce aux partenariats public-privé et de faire rapport à la Commission, à sa soixante-neuvième session, sur l'exécution de la présente résolution.

*Cinquième séance plénière
30 avril 2008*

Résolution 64/5

Création du Forum des ministres asiatiques des transports⁴²

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Consciente de l'impact croissant de la mondialisation et de l'augmentation substantielle de la production, du commerce et des investissements dans de nombreux pays de la région de l'Asie et du Pacifique,

Soulignant le rôle capital de services de transport efficaces, fiables et économiques, y compris

l'infrastructure, la facilitation et la logistique, pour étayer la poursuite de la croissance grâce à une meilleure compétitivité des exportations et à une diminution du coût des importations,

Constatant qu'il faut que le secteur des transports réponde rapidement et efficacement à ce qu'on attend de lui,

Notant l'appui résolu exprimé à la Conférence ministérielle sur les transports, tenue à Busan (République de Corée) en novembre 2006, en faveur de l'établissement d'un forum des ministres asiatiques des transports, en tant que mécanisme régional officiel destiné à faciliter une collaboration étroite et des interactions plus fréquentes entre membres et membres associés pour le traitement des problèmes émergents⁴³,

Rappelant sa résolution 63/9 du 23 mai 2007 sur l'application de la Déclaration de Busan sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase I (2007-2011), qui demandait notamment au Secrétaire exécutif d'effectuer une étude détaillée sur la création d'un forum des ministres asiatiques des transports, son organisation et sa structure, et d'en soumettre les conclusions pour examen au Comité de la gestion de la mondialisation à sa quatrième session et à la Commission à sa soixante-quatrième session,

Prenant note de l'appui apporté à l'établissement du forum par le Comité de la gestion de la mondialisation, y compris sa proposition de poursuivre les discussions sur la structure et l'organisation du forum dans le cadre de l'examen de l'appareil de conférence de la Commission⁴⁴,

Convaincue que le forum pourrait jouer un rôle appréciable en offrant des directives stratégiques pour le développement régional des transports et du transit et pour améliorer la capacité des transports, promouvoir la coopération, contribuer à l'intégration régionale et permettre aux pays de profiter de la mondialisation, et donc d'entretenir la croissance de la production, du commerce international et de l'investissement dans la région,

Notant qu'il faut éviter les doubles emplois avec les organisations internationales existantes telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation maritime internationale,

1. *Décide* d'établir le Forum des ministres asiatiques des transports, en tant que mécanisme régional faisant partie de l'appareil de conférence de la Commission,

2. *Prie* la Secrétaire exécutive:

a) De convoquer en 2009 la première session du Forum des ministres asiatiques des transports puis régulièrement par la suite, la première session se prononçant sur la fréquence des sessions du forum;

⁴³ Voir E/ESCAP/63/13, par. 3.

⁴⁴ Voir E/ESCAP/64/5, par. 50.

⁴² Voir par. 100 à 112 ci-dessus.

b) De coordonner la convocation du forum avec le Comité des transports;

c) De s'assurer que soit soumis au forum un ordre du jour axé sur les politiques régionales, portant sur l'infrastructure des transports, la politique de transit, la facilitation, la logistique, les liaisons de transport interrégional et international, le financement et les questions de sécurité, ainsi que leur viabilité économique, environnementale et sociale;

d) D'encourager les membres et membres associés à accueillir les sessions du forum;

e) De rendre compte à la Commission à sa soixante-cinquième session de l'application de la présente résolution.

*Cinquième séance plénière
30 avril 2008*

Résolution 64/6

Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de la CESAP⁴⁵

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant ses résolutions 62/1 du 12 avril 2006 et 63/4 du 23 mai 2007 relatives à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de la CESAP,

Prenant note avec satisfaction du rapport intitulé «Un futur à portée de main: progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de l'Asie et du Pacifique»⁴⁶,

Se félicitant des trois forums sous-régionaux sur les objectifs du Millénaire pour le développement tenus à Katmandou en octobre 2006, à Hanoi en mars 2007 et à Bichkek en juillet 2007, dont les résultats fournissent des informations utiles au sujet des grandes orientations et des mesures d'application destinées à renforcer encore la feuille de route régionale pour l'Asie et le Pacifique,

Notant que le secrétariat de la CESAP a engagé des consultations avec ses partenaires régionaux et les autres organismes du système des Nations Unies pour étendre le partenariat régional en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, y compris par le Mécanisme régional de coordination,

Se félicitant des efforts faits par les pays, particulièrement les pays en développement, et des progrès d'ensemble accomplis dans la région vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,

Constatant avec préoccupation que de nombreux pays peinent à atteindre toutes les cibles des objectifs du Millénaire pour le développement,

Reconnaissant l'importance du partenariat régional et de la coopération dans la réalisation des

objectifs du Millénaire pour le développement et la nécessité d'apporter une aide pour la réalisation de ces objectifs aux pays qui en ont besoin, particulièrement aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux États insulaires en développement du Pacifique,

Notant que l'année 2008 se situe à mi-chemin de 2015, année cible pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,

1. *Se félicite* des efforts des pays de la région, particulièrement des pays en développement, qui ont bien progressé vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, tout en s'inquiétant du fait que de nombreux pays de la région rencontrent toujours de sérieux problèmes, et met en relief le besoin d'efforts concertés à cet égard pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015;

2. *Encourage* les pays de la région à redoubler d'efforts pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015;

3. *Exprime sa satisfaction* au sujet du partenariat régional actuel sur les objectifs du Millénaire pour le développement, qui constitue un dispositif régional renforcé de soutien à la réalisation des objectifs, et à l'égard des diverses activités entreprises au titre dudit partenariat;

4. *Prie* la Secrétaire exécutive, dans le cadre de son mandat et en étroite coordination avec les États membres, les organismes du système des Nations Unies et les institutions financières multilatérales, de continuer notamment:

a) à consolider les partenariats régionaux sur les objectifs du Millénaire pour le développement;

b) à évaluer les progrès accomplis vers la réalisation de tous les objectifs du Millénaire et de leurs cibles dans la région de la CESAP et à soumettre une évaluation des progrès accomplis pour examen par le Conseil économique et social, spécialement au titre de l'examen ministériel annuel;

c) à aider les pays de la région à réaliser les objectifs du Millénaire, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les États insulaires en développement du Pacifique;

d) à renforcer encore les activités de sensibilisation aux objectifs du Millénaire afin de polariser l'attention des décideurs politiques et des autres parties prenantes;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-cinquième session un point subsidiaire intitulé «Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de la CESAP» au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Questions de politique générale intéressant la région de la CESAP» et prie la Secrétaire exécutive de faire rapport à la Commission à cette session sur l'application de la présente résolution.

*Cinquième séance plénière
30 avril 2008*

⁴⁵ Voir par. 327 à 346 ci-dessus.

⁴⁶ E/ESCAP/64/37.